

Val-d'Or, le 23 février 2018

À : M^{me} Pascale Labbé, Ministère de la Justice

c.c. : M^e André Fauteux, Ministère de la Justice
M^e Marie-Paule Boucher, Ministère de la Justice
M^e Denise Robillard, Ministère de la Justice
M^{me} Deirdre Geraghty, Ministère de la Justice
M^{me} Andréane Lespérance, Secrétariat aux Affaires autochtones

De : M^e Marie-Andrée Denis-Boileau, Procureure

Objet : **Demande de renseignements dans le cadre des travaux de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès**

Dossier : DG-0118-C

Madame Labbé,

Dans le cadre de ses travaux, la *Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès* (CERP) sollicite la collaboration du Ministère de la Justice du Québec afin d'obtenir des informations **sur la représentativité autochtone au sein du Ministère de la Justice du Québec et parmi les juristes de l'État.**

À cet effet, nous demandons au Ministère de la Justice du Québec de nous transmettre les informations/documents suivants :

- Toute information et statistique relatives aux nombres et pourcentages d'Autochtones qui travaillent au sein du Ministère de la Justice et parmi les juristes de l'État. Veuillez nous fournir les statistiques depuis 2001 en précisant, pour chaque année, les nombres de personnes Autochtones et les pourcentages de représentativité en comparaison des personnes Allochtones, divisés de la façon suivante :
 - a) Par catégorie de métier (procureurs, cadres, professionnels, fonctionnaires, personnel de bureau, etc.).
 - b) Pour chacune des statistiques précédemment demandées, distinguer les nombres et pourcentages :
 - i. Entre hommes et femmes autochtones et allochtones.
 - ii. En précisant l'appartenance à chacune des onze Nations et à chacune des communautés qui forment ces Nations.

Nous vous prions de nous transmettre toute autre information ou document pouvant étayer ou soutenir les informations que vous nous fournirez en réponse à cette demande, même s'ils ne se retrouvent pas dans la liste ci-haut. Ces documents serviront à remplir le mandat de la CERP :

La Commission d'enquête provinciale a pour mandat d'enquêter, de constater les faits, de procéder à des analyses afin de faire des recommandations quant aux actions correctives concrètes, efficaces et durables à mettre en place par le gouvernement du Québec et par les autorités autochtones en vue de prévenir ou d'éliminer, quelles qu'en soient l'origine et la cause, toute forme de violence et de pratiques discriminatoires, de traitements différents dans la prestation de certains services publics offerts aux Autochtones du Québec : les services policiers, les services correctionnels, les services de justice, les services de santé et les services sociaux ainsi que les services de protection de la jeunesse.

Dans un premier temps, nous vous demandons de nous aviser, dans un délai de **cinq (5) jours**, si vous n'êtes pas en mesure de répondre à la présente demande, quelle qu'en soit la raison. Le cas échéant, veuillez nous faire part de vos motifs d'incapacité par courriel à marie-andree.denis-boileau@cerp.gouv.qc.ca.

Dans un deuxième temps, nous vous demandons de répondre à la présente en nous communiquant les informations et la documentation demandées dans les **trente (30) prochains jours**.

Pour ce faire, vous pouvez procéder par courriel à nicole.durocher@cerp.gouv.qc.ca. S'il s'agit de documents confidentiels, nous vous proposons de mettre à votre disposition notre plateforme de Partage sécurisé de documents (PSD). Si cette proposition vous convient, veuillez nous l'indiquer par courriel à nicole.durocher@cerp.gouv.qc.ca afin que nous vous fassions suivre la procédure à cet effet. Enfin, si vous préférez nous les adresser par la poste, veuillez nous les faire parvenir par messagerie à l'adresse suivante :

M^{me} Nicole Durocher
Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics
600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Également, vous avez la responsabilité de nous aviser lorsque les documents ou les renseignements transmis en réponse à la présente ont un caractère confidentiel ou privilégié. Nous vous invitons donc à nous en faire part par écrit et à contacter, au besoin, le procureur en charge du dossier afin d'avoir une discussion sur l'utilisation qui pourra être faite desdits documents ou renseignements.

Pour toute autre question concernant cette demande, veuillez m'en faire part directement par courriel à marie-andree.denis-boileau@cerp.gouv.qc.ca ou par téléphone au 819 354-4014.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre correspondance, nous vous prions d'agréer, Madame Labbé, nos plus sincères salutations.

M^e Marie-Andrée Denis-Boileau

Procureure / Counsel

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès
600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Tél.: (sans frais / toll free) 1 844 580-0113

Tél.: 1 819 354-4014

marie-andree.denis-boileau@cerp.gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

  @cerpQc

Portrait de la représentativité du personnel autochtone par catégorie d'emploi et selon le sexe pour les huit dernières années

		Personnel d'encadrement				Professionnel				Procureur		Juriste				Technicien				Pers. De bureau				Total			
		Justice		FP		Justice		FP		Justice	FP	Justice		FP		Justice		FP		Justice		FP		Justice		FP	
		Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%			Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
2017-2018	femme	0	0	N.D.	N.D.	2	0,79	N.D.	N.D.	0	N.D.	3	0,96	N.D.	N.D.	5	1,12	N.D.	N.D.	8	0,46	N.D.	N.D.	18	0,64	N.D.	N.D.
	homme	0	0	N.D.	N.D.	0	0,00	N.D.	N.D.	0	N.D.	0	0,00	N.D.	N.D.	0	0,00	N.D.	N.D.	2	0,71	N.D.	N.D.	2	0,24	N.D.	N.D.
2016-2017	femme	0	0	6	0,40	3	1,28	60	0,52	0	N.D.	2	0,73	7	1,01	4	1,01	69	0,71	11	0,67	57	0,60	20	0,76	199	0,54
	homme	0	0	10	0,57	0	0,00	42	0,44	0	N.D.	0	0,00	1	0,35	0	0,00	29	0,61	3	1,05	13	0,65	3	0,38	95	0,38
2015-2016	femme	0	0	5	0,28	4	1,59	60	0,53	0	N.D.	1	0,36	7	1,02	4	1,01	69	0,71	9	0,55	49	0,52	18	0,68	190	0,52
	homme	0	0	10	0,47	1	0,62	45	0,47	0	N.D.	0	0,00	1	0,32	0	0,00	28	0,58	4	1,48	14	0,72	5	0,66	98	0,40
2014-2015	femme	0	0	6	0,32	4	1,65	60	0,51	0	N.D.	1	0,36	7	1,01	4	0,98	68	0,68	10	0,64	52	0,53	19	0,74	193	0,51
	homme	0	0	10	0,44	1	0,66	45	0,46	0	N.D.	0	0,00	1	0,32	0	0,00	29	0,58	4	1,62	17	0,85	5	0,68	102	0,40
2013-2014	femme	0	0	6	0,32	2	0,99	56	0,47	0	N.D.	1	0,36	7	1,02	4	0,95	73	0,70	8	0,49	58	0,56	15	0,57	200	0,51
	homme	0	0	7	0,31	1	0,66	44	0,44	0	N.D.	0	0,00	1	0,31	0	0,00	32	0,60	4	1,51	16	0,30	5	0,66	100	0,38
2012-2013	femme	0	0	5	0,27	2	1,08	48	0,40	0	N.D.	2	0,73	8	1,21	3	0,70	70	0,67	8	0,49	63	0,58	15	0,58	194	0,50
	homme	0	0	6	0,26	1	0,65	41	0,40	0	N.D.	0	0,00	0	0,00	0	0,00	30	0,57	4	1,48	8	0,37	5	0,66	85	0,33
2011-2012	femme	0	0	6	0,34	2	1,25	47	0,43	0	N.D.	1	0,38	6	0,95	2	0,51	63	0,62	3	0,19	58	0,53	8	0,32	180	0,48
	homme	0	0	7	0,30	1	0,76	33	0,34	0	N.D.	0	0,00	0	0,00	0	0,00	39	0,73	3	1,11	19	0,86	4	0,56	98	0,39
2010-2011	femme	0	0	6	0,35	2	1,28	40	0,38	0	N.D.	1	0,40	4	0,68	2	0,50	61	0,60	3	0,19	50	0,43	8	0,32	161	0,44
	homme	0	0	7	0,30	1	0,84	33	0,35	0	N.D.	0	0,00	0	0,00	0	0,00	40	0,72	4	1,45	19	0,87	5	0,72	99	0,39

N.D. Les données fonction publique(FP) pour 2017-2018 ne sont pas disponible.

Source: Les données du ministère de la Justice sont extraites de SAGIR

Les données de la fonction publique(FP) sont extraites de MEDIA le tableau de bord gouvernementale

Direction des ressources humaines - mars 2018

Sont inclus dans la catégorie professionnel les corps d'emploi suivant :

Conseiller en gestion des ressources humaines

Agent du vérificateur général

Agent de développement industriel

Agent de la gestion financière

Agent d'information

Agent de recherche et de planification socioéconomique.

Analyste de l'informatique et des procédés administratifs

Architecte

Attaché d'administration

Spécialiste des sciences de l'éducation

Actuaire

Attaché judiciaire

Conseiller affaires internationales

Ingénieur